Affaire Rugurika : La presse africaine se déchaîne contre le régime de Bujumbura

Le Pays, 27 janvier 2015 ARRESTATION D'UN JOURNALISTE AU BURUNDI: Pendant que les uns dépénalisent, Nkurunziza réprime Elles étaient trois Italiennes à avoir débarqué au pays de Pierre Nkurunziza, pour prêcher la bon nouvelle. Mais un matin de septembre 2014, c'est une mauvaise nouvelle, celle de leur assassinat, qui avait mis en émoi toute la population de Bujumbura. Ce triple meurtre commis sur des religieuses sans défense, avait suscité une telle indignation que le gouvernement de Pierre Nkurunziza, que nombre de personnes avaient vertement mis en cause, avait finalement promis d'ouvrir une enquête et de faire toute la lumiÃ"re sur ces crimes crapuleux.

On se rappelle encore la rapidité déconcertante avec laquelle l'enquÃate avait désigné le coupable, en la pers jeune homme de la capitale. Une arrestation qui, loin de convaincre qui que ce soit, n'avait plutôt réussi qu'Ã agac davantage les Bujumburais qui jugeaient qu'elle constituait plutÃ′t une insulte à leur intelligence. EnquÃate pour enquÃ donc, la Radio Publique africaine (RPA), «la plus populaire des radios de ce pays Â», avait, de son cà té, mené ses propres investigations et, comme beaucoup de personnes s'y attendaient, ses résultats mettent plutÃ′t en cause un ancien chef des services de renseignements du Burundi, aujourd'hui chargé de mission à la pr©sidence. Un trÃ"s proc collaborateur donc du Pasteur-président, Pierre N'kurunziza. L'homme s'appelle Guillaume Harushimana Â 6 les résultats des investigations de la radio RPA, Â«Â joué un rà le clé dans ce complot Â»Â qui a coûté la vie aux religieuses italiennes. La RPA va mÃame plus loin, en affirmant que c'est Guillaume Harushimana qui a introduit les tueurs dans le couvent des shurs et leur a fourni les dheguisements nhecessaires heur sale besogne. Comme on le voit, l'information n'a pas seulement le mérite d'Ãatre pointue, elle a aussi, et surtout, celui de désigner aussi bien le commanditaire, que le cerveau et l'exécutant. Un travail que la société civile burundaise apprécie à sa juste valeur qui est loin de rencontrer l'assentiment du Pasteur Nkurunziza et de son gouvernement. On n'arrête pas la roue de l'histoire en emprisonnant des journalistes. Dans ce jeu de ping-pong entre le gouvernement et la radio populaire africaine, comment ne pas se demander où se trouve finalement la vérité ? Autant cette affaire conforte la mauvaise réputation du régime, déjà extrêmement impopulaire, autant on ne saurait donner au responsable de cette radio, le bo Dieu sans confession. L'expérience de la Radio mille collines au Rwanda voisin est encore vivace dans les esprits et appelle naturellement A la prudence. En attendant, et pour toute rA©ponseA aux allA©gations A de la radio, le gouvernemen de Pierre Nkurunziza n'a pas trouvé mieux que d'accuser à son tour le directeur de la radio et de l'incarcérer pour Â «implication dans un assassinat Â». Le ridicule de la situation donne bien envie de rire. Mais le complotÂ luciférien qui est en train de se tramer en dessous. à l'encontre de la démocratie et de la liberté d'expression au fait tellement froid dans le dos qu'on ne pourrait manquer d'écraser une larme pour ce peuple qui ne demande plu qu' à «pouvoir respirer»Â maintenant. Il ne fait aucun doute que Pierre Nkurunziza voit dans cette affaire, une occasion en or pour abattre le dernier rempart de la d\(\tilde{A} \) mocratie au Burundi. La Radio populaire africaine, en raison de sa forte audience au niveau de la population burundaise, est aujourd'hui un sérieux obstacle au projet du Pasteur Nkurunziza de s'éterniser au pouvoir. C'est pour cette raison d'ailleurs que le pouvoir l'a toujours accusÃ6 l'opposition politique. Mais la formule trouvée par le régime de Nkurunziza pour faire taire cette voix des sans voix q le tourmente tant, est d'une médiocrité désarmante ; Comme dirait tout dictateur qui mérite son nom, Â «Â qu son journaliste, l'accuse d'assassinat. Â» Mais jeter un journaliste en prison, fût-il le premier responsable d'un de presse, peut-il empÃacher la manifestation de la vérité ? Non. On n'arrÃate pas la roue de l'histoire en empriso journalistes. Bien des dictateurs l'ont déjà appris à leurs dépens. Alors, Monsieur le président-Pasteur, plutà t qu réprimer la presse, choisissez le parti de ceux qui dépénalisent le délit de presse. Et vos brebis sauront vous le rendre au centuple. Dieudonné MAKIENI NdIR : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso